



SPECIAL TRIBUNAL FOR LEBANON

المحكمة الخاصة بلبنان

TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LE LIBAN

Avis de vacance de poste temporaire

N° DE VACANCE :	TVA-NL-OTR-VPU-P2-943
DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :	01 Octobre 2019
DATE DE PUBLICATION :	02 Septembre 2019
LIEU D'AFFECTATION :	Leidschendam, Pays-Bas
DIVISION/SECTION :	Greffe/ Section de participation des victimes/ Procureur <i>amicus curiae</i>
INTITULÉ DU POSTE :	Juriste adjoint de 1ère classe (afin de constituer une liste de réserve)
GRADE :	P-2

Au terme de la procédure de recrutement, la Section de participation des victimes (la « Section ») tient à constituer une liste de réserve de candidats qualifiés pour occuper les fonctions de juriste adjoint de 1ère classe et ce afin de pourvoir tout poste permanent ou temporaire sous contrat à durée déterminée susceptible d'être vacant.

Le Tribunal offre une rémunération compétitive (traitement et avantages), en tenant compte de la formation, de l'expérience et de la situation de famille de l'intéressé. Le candidat retenu se verra offrir un contrat temporaire ou fixe. Les contrats standards au Tribunal spécial pour le Liban (« Tribunal ») courent jusqu'au 31 décembre 2020. Toute prolongation ultérieure du contrat est fonction du mandat du Tribunal et/ou de la disponibilité des fonds. Le Tribunal spécial pour le Liban est une organisation internationale intergouvernementale dotée d'une personnalité juridique propre et n'est pas une institution des Nations Unies. Toutefois, le TSL applique aux membres de son personnel le régime commun des Nations Unies s'agissant des avantages et des droits à prestations qui leur sont accordés. Les fonctionnaires des Nations Unies peuvent être mis à disposition du Tribunal par le département ou bureau auquel ils appartiennent dans le cadre d'un prêt, s'ils sont sélectionnés.

Il n'est pas nécessaire à ce stade de transmettre les copies de vos diplômes, de vos contrats de travail antérieurs, de vos publications, etc.

Les candidatures féminines qualifiées sont particulièrement encouragées.

Seuls les candidats dont le dossier est retenu seront contactés. Le Tribunal n'est pas en mesure de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement du recrutement.

Le Greffier se réserve le droit de ne procéder à aucun recrutement pour ce poste, ou de procéder à un recrutement à un niveau inférieur ou sur la base d'un profil de poste modifié. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus grande confidentialité.

La version en anglais de cet avis de vacance de poste fait foi. Les versions en français et en arabe, le cas échéant, ne sont pas des traductions officielles et sont de caractère purement informatif.

Cet avis constitue un appel à candidatures destiné à établir une liste de juristes adjoints qualifiés de 1ère classe. Les candidats seront convoqués à un entretien avant d'être admis sur la liste. Un juriste adjoint de 1ère classe peut être sélectionné de la Liste ou subir un nouvel entretien.

Un juriste adjoint de 1ère classe sera engagé comme fonctionnaire de la Section de participation des victimes pendant la durée de l'affaire, mais travaillera directement avec un conseil indépendant (le Procureur *amicus curiae*).

RESPONSABILITÉS :

Travaillant en coordination directe avec le Procureur *amicus curiae* devant le Tribunal spécial pour le Liban, le titulaire du poste s'acquittera de nombreuses fonctions juridiques telles que :

Effectuer des recherches juridiques et écrire sur diverses questions déterminées de droit pénal libanais et international et de procédure pénale libanaise et internationale et sur des questions relatives à d'autres domaines de spécialisation. Utiliser plusieurs outils de recherche juridique (électroniques), en sélectionnant les pièces pertinentes, en analysant les informations et en présentant des conclusions pour examen interne.

Résumer et analyser les éléments de preuve, les déclarations de témoins et toute autre pièce pertinente ; identifier les questions majeures, les similitudes et les incohérences, etc. Aider à la conduite des enquêtes.

Prêter assistance au Procureur *amicus curiae* dans l'évaluation des éléments de preuve réunis :

- Contribuer, au cours des débats, au maintien d'une gestion effective des éléments de preuve produits au prétoire, grâce à l'utilisation de divers outils (électroniques), tels que Case Map, Legal Workflow ou tout autre outil électronique utilisé en salle d'audience.
- Aider à la préparation des conclusions de fait et de droit soumises au tribunal durant les stades préliminaire, de première instance et d'appel de la procédure.
- Procéder à des entretiens avec des témoins, victimes, experts, fonctionnaires d'autorités nationales et internationales et seconder le conseil lors d'entretiens de ce type.
- Mener des missions au Liban et dans d'autres pays et assister le conseil dans ce cadre.
- Aider l'équipe du Procureur *amicus curiae* à obtenir des éléments de preuve, en menant des investigations et en recueillant des faits.

COMPÉTENCES :

- **Professionalisme** : tirer fierté de son travail et de ses réalisations ; faire preuve de compétence professionnelle et de maîtrise du sujet ; apporter à l'exécution de ses tâches la conscience et le souci d'efficacité voulus pour être en mesure d'honorer les engagements contractés, de tenir les délais impartis et d'obtenir les résultats escomptés.
- **Aptitude à planifier et à organiser** : être capable d'établir des priorités, de se coordonner avec ses collègues et de traiter un large volume de travail de manière efficace et dans le respect des délais.
- **Esprit d'équipe** : avoir de bonnes compétences relationnelles ; se montrer désireux de partager ses connaissances et encourager la coopération ; avoir la capacité de travailler dans un environnement multiculturel, avec tact et dans le respect de la diversité.
- **Sens des responsabilités** : pouvoir travailler efficacement et systématiquement tout en respectant des délais rigoureux.
- **Aptitude à la communication** : communiquer efficacement et clairement tant à l'écrit qu'à l'oral.
- **Ouverture à la technologie** : maîtriser l'outil informatique et, en particulier, les applications MS Office (par exemple MS Word, Excel) et autres applications informatiques.
- **Créativité** : chercher activement à améliorer les programmes ou les services. Proposer des approches nouvelles et différentes à la solution des problèmes ou à la satisfaction des besoins du conseil. Prendre des risques calculés en s'inspirant d'idées nouvelles ou inhabituelles.
- **Sûreté de jugement/apptitude à décider** : identifier les questions principales d'une situation complexe et cibler rapidement le cœur du problème.

QUALIFICATIONS :

- **Formation** : Avoir obtenu un diplôme universitaire au terme d'au moins quatre années d'études en droit, avec spécialisation en droit pénal ou droit international pénal. Un diplôme universitaire obtenu

au terme de trois années d'études conjugué à une expérience pertinente peut être accepté en lieu et place d'un diplôme universitaire obtenu au terme d'au moins quatre années d'études.

- **Expérience professionnelle** : Avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle avec prise de responsabilités progressive dans le domaine juridique avec une spécialisation en droit pénal (international). La connaissance et/ou l'expérience du droit pénal libanais ou toute autre expérience professionnelle pertinente au Liban constituerait un atout considérable.
- **Connaissances linguistiques** : L'anglais, l'arabe et le français sont les langues officielles du Tribunal. Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit, est requise. Une connaissance du français ou de l'arabe est un atout.
- **Autres** : Sens de l'organisation, excellentes aptitudes en matière de rédaction et excellent sens des relations humaines ; aptitude éprouvée à mener des analyses juridiques complètes, à travailler de manière efficace sous pression et à respecter les délais ; connaissance des systèmes de justice pénale internationale fortement souhaitable.